

Inondations : le temps de l'action

En juin 2018, les faubourgs de Buzon et de Brevoines étaient touchés par un déluge. Près de 25 foyers de Langres à Hûmes étaient inondés occasionnant pour 2,2 millions de dégâts. Une étude a proposé ses préconisations. Désormais, il est temps de passer à l'action.

A l'invitation du Grand Langres et de la Ville de Langres, le Syndicat mixte du bassin de la Marne amont (SMBMA) a été invité à présenter les résultats de l'étude lancée il y a un an et demi. Le cabinet retenu a donc expliqué pendant près de deux heures les quatre scénarios qui ressortaient de leurs investigations. D'emblée, l'intervenant a tordu le cou à une affirmation entendue ici et là. L'urbanisation n'est pas la cause principale de l'inondation de juin 2018. « *L'urbanisation ne représente que 15 % du bassin-versant dont 5 % de plus depuis 1992. Cela n'a pas un rôle majeur. Cela n'a fait augmenter que de 20 % le débit de pointe.* »

L'objet de l'étude était de trouver les meilleures solutions et peut-être les moins onéreuses afin de ne plus se retrouver dans la situation de juin 2018. Pour mémoire, 25 habitations de Buzon et Hûmes avaient été inondées occasionnant près de 2,2 millions de dégâts. Corlée n'avait pas été épargnée ce même jour puisque neuf habitations avaient été victimes de la montée des eaux. Pour Corlée, les solutions ne sont pas légion car le ru passe dans le village. Le cabinet a



A Brevoines, les inondations de la Bonnelle sont régulières pas avec la même intensité qu'en juin 2018.

proposé d'élargir le lit et de reprendre certains ouvrages. Le coût est à la hauteur : 422 000 €. Une somme qui sera supportée par la seule commune de Langres qui devra aller à la chasse aux subventions.

Pour La Bonnelle, la complexité même du tracé et des nombreux ouvrages présents ne permet pas un traitement uniforme. Le cabinet d'études a proposé quatre scénarios

qui tous proposent des aménagements sur des sections bien définies. L'un des scénarios propose de réaliser des retenues d'eau. Une solution jugée coûteuse en investissement mais surtout en fonctionnement car il est obligatoire d'entretenir les digues. Quant aux bénéfices attendus, ils sont bien maigres.

« **Il faut avancer maintenant** » Et les coûts attendus seront élevés. Entre 1,2 million d'eu-



L'étude propose d'effacer les vannages de l'ancien Moulin Fratas de Hûmes.

ros et 2,8 millions d'euros pour le scénario le plus cher. Ce n'est pas celui qui a été retenu à quelque centaine d'euros. Le scénario retenu propose de remblayer le lit creusé et de recréer des méandres qui ont été effacés. L'objectif est de ralentir le cours d'eau.

Désormais, tous savent dans quelle direction aller. Reste à déterminer quand. En cela Didier Jannaud pour la Ville et Jacky Maugras pour le Grand

Langres ont souhaité passer à l'action rapidement. « *Cela fait un an et demi que l'on en parle. Il faut avancer maintenant* », a lancé Didier Jannaud. Jacky Maugras a souhaité qu'une « *programmation pluriannuelle des investissements* » soit établie afin de lancer les premières opérations. Mais celle-ci ne pourra pas l'être avant 2023 au mieux...

Ph. L.